

Langues et intégration nationale au Soudan

LE problème linguistique occupe une place essentielle dans la vie politique soudanaise. Il focalise en effet une partie des tensions Nord-Sud qui destabilisent le pays depuis l'Indépendance.

Caractérisé par sa diversité ethnique et culturelle (plus d'une centaine de langues) (1), le Soudan ne reconnaît actuellement qu'une seule langue officielle : l'arabe.

L'arabe (2) apparaît comme la langue dominante puisque c'est la langue maternelle d'environ 51 % de la population. C'est également la langue seconde des ethnies non-arabophones du Nord-Soudan et la langue véhiculaire de tout le Sud-Soudan. Malgré la diversité régionale (3), l'arabe constitue un facteur d'unité et de cohésion au Nord puisqu'il est compris par la quasi-totalité de la population. A l'opposé, les provinces du Sud demeurent multilingues : l'arabe y sert de langue véhiculaire et n'est la langue maternelle que d'une infime partie de la population urbaine. Le statut privilégié de l'arabe a été fortement déterminé par le caractère centralisant du système administratif soudanais et le développement historique de la nation soudanaise. Malgré l'immensité de son territoire, le Soudan n'a jamais connu de véritable système fédératif (4).

Les fondements historiques de la nation soudanaise

Bien que le Soudan n'ait jamais fait partie du *dar al-islam*, la composante arabo-musulmane et les liens anciens avec l'Égypte ont façonné l'identité nord-soudanaise. La nation soudanaise s'est géographiquement développée à partir de la vallée du Nil. Ce développement s'est poursuivi pendant plusieurs siècles (du VII^e au XVI^e)

au rythme des migrations arabes, par l'islamisation et l'arabisation progressive des tribus locales (5).

Au XVI^e siècle, l'émergence d'un royaume autochtone arabisé et musulman, le sultanat fung de Sennar, allait faire de la région Centre-Nord le noyau politique, économique et culturel du Soudan. C'est avec le sultanat fung que se sont accélérées l'arabisation et l'islamisation réelle du Nord-Soudan par la circulation des lettrés et religieux musulmans (*faqih*), l'appropriation de généalogies arabes par les tribus locales, la naissance d'un sentiment d'appartenance au monde arabo-musulman et l'intégration progressive des différentes ethnies. A la veille du XIX^e siècle, le Nord-Soudan ne formait pas encore une nation sous l'autorité d'un pouvoir centralisé mais constituait déjà une entité façonnée par l'islam (6). Cette entité n'englobait pas le Sud-Soudan qui restait alors pratiquement inaccessible.

En 1820, le Soudan fut rattaché par la force à l'Empire ottoman et plus particulièrement à la vice-royauté d'Égypte. La *Turkiya* (1820-1885) instaura le premier système centralisé et étatique du Soudan et entreprit « l'ouverture » du Sud en remontant le Nil blanc. Cette ouverture permit l'établissement de bases militaires et marchandes, le développement d'une économie esclavagiste à grande échelle. C'est à cette époque que l'arabe pénétra dans le Sud sous une variété véhiculaire. Ce processus d'arabisation fut la conséquence naturelle des bouleversements socio-économiques où les marchands du Nord (*jellaba*) jouèrent un rôle prédominant.

Cette centralisation autoritaire exercée par une puissance étrangère allait faire naître en réaction le premier mouvement national soudanais : la *Mahdiyya* (1885-1898). Ce mouvement messianique dirigé par un leader charismatique, Mohamed Ahmed, réussit à créer

(1) Le nombre exact de langues parlées au Soudan est sujet à polémique mais dépasse la centaine. Les principales langues parlées au Nord-Soudan sont les langues béja (500 000 locuteurs), les langues nubienes (200 000 locuteurs), les langues nuba (500 000 locuteurs), le fur (300 000 locuteurs), le fellata et le hausa. Au sud, ce sont les langues nilotiques (plus de 2 millions de locuteurs), le bari (200 000 locuteurs) le toposa, le zande et les langues moro-madi. Robin Thelwelly, (sous la direction de), *Aspects of language in the Sudan*, 1978, New University of Ulster, pp. 1-23.

(2) Le terme « arabe » désigne ici plusieurs variétés qui ne sont pas toujours intercompréhensibles : variétés pidginisées, variétés dialectales et variété littéraire.

(3) Au Nord, certaines régions sont quasiment monolingues arabes comme la région de Khartoum (arabophone à 96,9 %) et la région du Nil bleu (84 %). D'autres régions

sont bilingues comme les régions du Darfur (arabophone à 55 %) et de Kassala (37 %) selon les chiffres donnés par R. Thelwelly, *op. cit.*

(4) De 1956 à 1972 le gouvernement national centralisait tous les pouvoirs. En 1972 l'Accord d'Addis-Abeba reconnaissait l'autonomie de la région Sud qui regroupait les provinces du Bahr al ghazal, du Haut-Nil et de l'Equatoria. En 1982, le Soudan fut découpé en 10 régions, 7 au Nord et 3 au Sud (voir carte).

(5) Y.F. Hassan, *The Arabs and the Sudan. From the Seventh to the Early Sixteenth Century*, Khartoum, Khartoum University Press, 1973, 298 p.

(6) D. Fawzi-Rossano, *Problèmes du passage de la création de l'État à la libération de la Nation*, Thèse d'État présentée en mai 1978 à Paris VII. Service de reproduction des thèses — Université de Lille III, 1981, 2 vols. 885 p.

une dynamique supra-régionale visant, par l'appel à la guerre sainte (*jihād*), à renverser une domination étrangère et à instaurer un état religieux autochtone (7). Mais la *Mahdiyya* n'eut pas de conséquence majeure sur le plan linguistique.

Le Condominium anglo-égyptien : les politiques coloniales de division linguistique

En 1898, le Condominium anglo-égyptien plaçait le Soudan, par l'intermédiaire de l'Égypte, sous le contrôle effectif de l'Empire britannique.

La colonisation britannique fut essentiellement militaire. Le pouvoir était exercé par le *Sudan Political Service* (8) qui adopta une politique d'*Indirect Rule* s'appuyant sur les chefferies locales. La colonisation britannique renforça les antagonismes latents en instituant une véritable bi-polarisation du pays. Celui-ci, déjà délimité par ses frontières actuelles, fut divisé en deux zones administratives.

Au Nord, les Britanniques, conscients du rôle symbolique joué par l'arabe en tant que langue de l'islam, et tirant les leçons du mouvement mahdiste, évitèrent toute mesure susceptible de raviver les tensions religieuses. La langue arabe et l'islam ne furent pas combattus et continuèrent à jouer un rôle essentiel dans la société nord-soudanaise. Les écoles coraniques en arabe, qui représentaient l'unique structure éducative dans les régions rurales, furent maintenues. L'anglais ne fut jamais imposé comme seule langue officielle, les membres du *Sudan Political Service* devaient obligatoirement être arabisants, bien que l'anglais fût la langue utilisée par l'administration. A cet effet, une élite soudanaise formée pour servir de cadres à la nation apprenait l'anglais. (*Gordon College, École militaire de Khartoum, École primaire d'Omdurman*). Ces mesures accompagnaient « le boom éducatif » de 1946 à 1956 (9). Malgré eux, les Britanniques favorisèrent le renforcement des relations entre le Nord-Soudan et l'Égypte (contacts dans l'armée, envoi d'étudiants nord-soudanais en Égypte (10)). A la veille de l'Indé-

(7) P.M. Holt, *The Mahdist State in the Sudan 1881-1898. A study of its origins, development and overthrow*, Oxford, Clarendon Press, 1970, 295 p.

(8) Nicole Grandin, *Le Soudan nilotique et l'administration britannique 1898-1956*, Leiden-Brill, 1982, 348 p.

(9) Selon M.O. Beshir, *Educational Development in the Sudan 1898 to 1956*, Oxford, Clarendon Press, 1969, 276 p. Il y avait en 1956 pour les garçons 469 subgrade schools, 244 primary schools, 21 interme-

diates, 5 junior, 3 senior, et pour les filles 150 primary, 6 intermediate, 1 senior.

(10) La politique britannique concernant les liens entre le Soudan et l'Égypte se modifia à partir de 1924, suite aux premières révoltes nationales égyptiennes et soudanaises. Craignant une « contamination » du nationalisme égyptien, les Britanniques s'efforcèrent de séparer Égyptiens et Soudanais en remplaçant les fonctionnaires égyptiens par des Soudanais et en créant un corps d'armée autochtone, la *Sudan Defense Force*.

pendance, le mouvement nationaliste égyptien exerçait une influence non négligeable sur la vie politique soudanaise.

Le Sud fut totalement coupé du Nord et laissé à l'état de « réserve » économique et politique. L'administration coloniale désirait inclure cette région méridionale dans la zone de ses colonies d'Afrique orientale. La politique linguistique appliquée au Sud visait à enrayer totalement l'arabisation et l'islamisation. L'anglais fut déclaré seule langue officielle et l'enseignement laissé totalement aux mains des missionnaires qui se partageaient le Sud-Soudan (12). Pour freiner l'arabisation, un enseignement vernaculaire-anglais fut promulgué à la conférence de Rejaf en 1927. Six langues vernaculaires (dinka-bari-nuer-shilluk-latuko-zande) furent choisies pour être transcrites en caractères latins et enseignées dans les deux premières années du primaire.

Mais les résultats de cette politique furent négatifs. Le Sud resta sous-scolarisé (13) en comparaison du Nord et l'arabe véhiculaire resta la principale *lingua franca*.

Dans les années qui précédèrent l'indépendance (1946-1956), le gouvernement colonial, cédant à la pression du mouvement nationaliste nord-soudanais, acceptait le principe de l'intégration du Sud dans le futur État, principe qui allait entraîner l'adoption d'une nouvelle politique linguistique. En 1949, l'assemblée législative donnait à l'arabe le statut de langue officielle dans tout le Soudan.

Pour faciliter l'apprentissage de l'arabe, un nouveau système de transcription des langues vernaculaires fut envisagé (14). Pendant vingt ans (1946-1966), deux cursus éducatifs allaient être simultanément suivis au Sud-Soudan :

- « *The local pattern* » utilisait les langues vernaculaires comme véhicule d'instruction et l'anglais comme matière pendant les deux premières années, puis l'anglais comme véhicule et

(11) Plusieurs formations politiques soudanaises furent au départ des extensions de partis politiques égyptiens comme le Parti communiste ou le Parti des Frères musulmans.

(12) Jusqu'en 1946, le gouvernement ne crée pas d'école au Sud-Soudan. Trois sociétés missionnaires se partageaient le Sud-Soudan : *L'American Presbyterian Mission* installée dans la région du Haut Nil, la *Roman Catholic Mission* et la *Church Missionary Society* installées en Equatoria et au Bahr al Ghazal. Entre 1951 et 1956, le Gouvernement ouvrit 50 écoles primaires au Sud contre 307 au Nord, 5 écoles intermédiaires au Sud contre 32 au Nord, 1 école secondaire contre 19 au Nord. (Chiffres donnés par M.O. Beshir *op. cit.*).

(13) Selon M.O. Beshir, *op. cit.*, à l'indépendance, 30 % des Nordistes étaient suffisamment éduqués pour pouvoir travailler dans l'administration contre seulement 7 % de Sudistes.

(14) Des recherches de transcription des langues vernaculaires en arabe furent accomplies par Khalil M. Asakir d'une part et par *The American Mission in Pibor*. Ces recherches concernaient le dinka, le bari, le lotuko, le zande, le moro, le nuer, le shilluk, l'anauk et le murle : Cf. Yusuf el Khalifa Abu Bakr « Orthographical Experiments in the Southern Sudan » *Aspects of Language in the Sudan — Occasional Papers in Linguistic and Language Learning* n° 5, 1978, pp. 200-210.

l'arabe comme matière à partir de la troisième année scolaire.

- « *The national pattern* » utilisait l'arabe comme véhicule tout au long de la scolarité et l'anglais comme matière à partir de la cinquième année.

Peu à peu, le système national devait remplacer le système local. En 1955, la Commission internationale d'éducation se prononçait en faveur de l'usage de l'arabe comme véhicule d'instruction au sud (22). Cette nouvelle orientation fut mal accueillie par les missionnaires et l'élite sudiste qui, éduquée dans les écoles non-gouvernementales, continua à utiliser « *the local pattern* » (23). A la veille de l'indépendance, les nationalistes nordistes, influencés par le mouvement panarabe, dénonçaient le rôle joué par les missionnaires qui, selon eux, encourageaient la division du Sud et acculturaient la population (24).

L'Indépendance et la question de l'unité nationale

La principale conséquence de la politique linguistique coloniale fut l'émergence de deux élites culturellement différentes (arabophone et musulmane au Nord, anglophone et chrétienne au Sud). Le degré d'éducation étant considéré comme l'une des clés de l'accession au pouvoir, l'indépendance allait être le théâtre d'un conflit entre les membres de ces deux élites. L'élite nordiste plus nombreuse, mieux formée et mieux préparée, s'appuyant sur des structures politiques et sociales plus anciennes et très éprouvées — comme les partis politiques et les confréries — allait s'emparer des rouages administratifs en vue d'imposer ses options politiques au nouvel État. L'axe principal de cette politique était lié au dogme de l'unité nationale. Son application se donnait pour but de dépasser les clivages ethniques et régionaux, afin de permettre l'intégration des différents groupes dans un cadre plus large, celui de l'État-nation. Cependant, la définition de ce concept variait selon les partis, et deux grandes idéologies ont successivement orienté les choix politiques du gouvernement national. Ces courants idéologiques antagonistes animent toujours la vie politique nord-soudanaise.

Le premier courant idéologique définit le Soudan comme une nation arabe et musulmane, et se prononce en faveur d'un État théocratique faisant de l'islam le fondement de la Constitution. Visant à effacer toute trace d'influence étrangère, cette idéologie se présente comme le contre-pied de la politique coloniale, et prône l'intégration par l'arabisation et l'islamisation de la société. Au

niveau linguistique, la consolidation de l'unité nationale impose le choix d'une langue nationale unique pour tout le pays, cette langue ne pouvant être que l'arabe, y compris dans les régions non-arabophones du Sud. Le choix de l'arabe est motivé par des raisons d'ordre démographiques (première langue parlée au Soudan) mais aussi et surtout par des préjugés ethnolinguistiques selon lesquels l'arabe, langue de la Parole divine, est intrinsèquement supérieure aux langues vernaculaires, langues orales d'expressions culturelles pauvres (15).

L'apologie de cette politique s'exprime de façon extrême à travers le mouvement des Frères musulmans (le Front islamique d'Hassan Turabi) mais anime également les deux grandes formations traditionnelles (17) de l'Umma et du Parti unioniste (PNU).

Le second courant idéologique définit le Soudan comme une nation afro-arabe ; il met en valeur le pluralisme culturel et religieux du Soudan et se prononce en faveur d'un système fédéral ou autonomiste dans un état laïque. La diversité ethnique et culturelle du Soudan est perçue comme une richesse qu'il faut préserver (18).

Sur le plan linguistique, cette idéologie ne remet pas en cause le choix de l'arabe comme langue nationale, mais se prononce en faveur d'une politique d'arabisation progressive au Sud et n'exclut pas l'usage d'autres langues nationales ou éducatives (19). Ce courant, qui peut être considéré comme progressiste, s'exprime à travers différentes formations politiques et plus particulièrement le Parti communiste soudanais, seul parti à se déclarer à l'indépendance pour le droit des populations du Sud à l'autonomie et à la spécificité culturelle, et à préconiser l'abandon de la politique d'arabisation et d'islamisation de l'enseignement dans les provinces méridionales (20).

(15) Ainsi dans un pamphlet intitulé : *Basic facts about the Southern Provinces of the Sudan*, publié par *The Central Office of Information*, à Khartoum, en 1964, Sayed Gamal Mohamed Ahmed considère que les langues vernaculaires n'ont pu enrichir la culture humaine puisqu'elles n'ont pas de système d'écriture propre. A l'opposé l'arabe est une langue « riche » qui véhicule une culture « riche ».

(16) En 1979, dans une interview à la revue, *Sharq al Awsat*, Hassan Turabi n'hésitait pas à proclamer que « le Soudan en avait fini avec la laïcité et qu'il (Hassan T.) était persuadé que le Soudan allait devenir musulman de gré ou de force » cité par U. Mahmud *dadd al ta'arib*, communication en arabe à la première conférence linguistique de l'IAAS (Institute of African and Asian Studies). Khartoum, 13-17 octobre 1984.

(17) L'Umma et le PNU ont dirigé le Soudan de 1964 à 1969 se déclarant favo-

rables à la reconnaissance de l'islam en tant que religion de l'État soudanais. En juillet 1966, Sadiq al-Mahdi nommé président du conseil déclarait que « *La future Constitution permanente devait avoir l'islam pour base fondamentale et qu'il fallait écraser la rébellion au Sud* », cité par D. Fawzi-Rossano. *op. cit.*, pp. 646-660.

(18) L'IAAS (Institute of African and Asian Studies) fut créé en 1969 pour permettre l'étude des langues vernaculaires.

(19) En 1971-1972 Yusuf al-Khalifa Abu Bakr avait été chargé par J. Garang, ministre des Affaires sudistes, d'étudier les possibilités d'adopter une langue sudiste comme langue nationale. Yusuf al-Khalifa Abu Bakr « Languages and Education in the Southern Sudan » *Directions in Sudanese Linguistics and Folklore*. Khartoum, 1975, pp. 13-18.

(20) Séance du Parti communiste soudanais le 15.03.1954 cité par D. Fawzi-Rossano *op. cit.*, pp. 305-307.

D'autres formations progressistes défendent le caractère afro-arabe du Soudan, comme le Parti socialiste (21).

Mais en dehors des années 1969-1976 (première phase du régime Nemeiry), ce courant progressiste eut peu l'occasion de s'exprimer. De 1956 à 1969, le courant traditionaliste domina la vie politique soudanaise, prenant des positions extrêmes à partir de 1961 sous le régime militaire d'Abboud (1958-1964). L'impact de ce courant traditionnel a été favorisé par les liens étroits qui unissent les partis politiques, les confréries religieuses et le lobby des marchands (les *jellaba*). De fait, les confréries religieuses étaient les seules structures sociales organisées à l'époque pré-coloniale et jouaient un rôle important dans les zones rurales. Les deux plus grandes formations politiques nord-soudanaises émanent directement des deux confréries les plus importantes : L'Umma est issue de la confrérie *Ansariya*, le PNU est issu de la confrérie *Khatmiya*. Ces deux confréries regroupent les classes dirigeantes des grands propriétaires terriens et des marchands. Pour s'allier ces forces politiques et économiques, les gouvernements du Nord ne pouvaient que prôner une politique d'arabisation et d'islamisation qui satisfaisait les aspirations religieuses des confréries et cautionnait l'installation des marchands arabes au Sud, leur permettant d'élargir leur champ d'activité économique (22).

La politique d'arabisation

En conséquence, la politique linguistique appliquée à l'indépendance faisait de l'arabe *la seule langue nationale* du Soudan se substituant systématiquement à l'anglais dans le système éducatif et dans l'administration.

Au Nord, cette politique d'arabisation fut appliquée dans l'enseignement à partir de 1965 quand l'arabe remplaça l'anglais dans le secondaire, l'université devenant progressivement bilingue. L'anglais demeure la première langue étrangère (23). Cette politi-

(21) En 1967, le Parti socialiste dans son congrès constitutif se prononçait en faveur de « l'édification d'un État soudanais unifié moderne avec l'installation de gouvernements autonomes dans certaines provinces. Le Soudan constituait une partie intégrante de la nation arabe d'une part et de l'Afrique d'autre part et son rôle était de faire le lien entre les deux civilisations ». Cité par D. Fawzi-Rossano *op. cit.*, pp. 623-624.

(22) Pour D. Fawzi-Rossano *op. cit.*, p. 425, cette politique systématique d'oppression s'explique par deux facteurs : a) la peur des partis traditionalistes d'une alliance entre le mouvement sudiste et les forces progressistes nordistes favorable à un élargissement

du pouvoir ; b) la volonté du général Abboud de se rallier la couche des marchands arabes (*jellaba*) en leur offrant de nouvelles perspectives d'infiltration.

(23) Le rapport de M. Mac Millan, chargé d'enquêter sur l'impact du bilinguisme dans l'enseignement supérieur souligne le déclin de l'anglais et note : « l'anglais n'est plus considéré comme un élément essentiel de promotion sociale... A l'inverse d'autres communautés africaines multilingues, l'anglais ne peut-être considéré comme un facteur d'unification au Soudan. » Mac Millan, *Some Aspects of Bilingualism in University Education*, KUP, 1970, 30 p.

que, accompagnée d'un effort réel de scolarisation, ne s'est pas heurtée dans les provinces bilingues à des revendications régionalistes. L'adhésion de toute la population à l'islam a certainement favorisé ce processus d'arabisation.

Au Sud, la politique linguistique a connu plusieurs phases. De 1956 à 1961 le gouvernement poursuivit la politique amorcée dans les années 1945-1946 : usage de l'arabe dans les écoles gouvernementales ; programme de transcription des langues vernaculaires et maintien du cursus langue vernaculaire/anglais dans les écoles non-gouvernementales.

A cette phase transitoire, succéda en 1961 une politique d'arabisation et d'islamisation forcée appliquée dans un contexte de dictature militaire (régime du général Abboud, 1958-1964) et de répression. Accusés de propagande anti-musulmane, les missionnaires furent renvoyés, les écoles privées fermées et remplacées par des écoles coraniques. L'enseignement de l'islam devint obligatoire. Des instituts islamiques furent créés et le vendredi déclaré « jour férié ». Ces mesures s'accompagnaient de menaces, d'arrestations arbitraires et même de massacres. Au lieu de favoriser l'intégration du Sud, la politique du gouvernement Abboud provoqua l'émergence d'un mouvement sécessionniste, anti-arabe, qui luttait pour la défense de l'identité africaine et du particularisme sudiste. La répression systématique ne fit qu'empirer et aggraver les tensions Nord/Sud (24), jusqu'à l'éclatement de la guerre civile. Celle-ci allait entraîner l'exode d'une grande partie de la population méridionale dans la brousse et les pays limitrophes. Cet exil forcé devait avoir une incidence considérable sur le plan linguistique et éducatif en causant une disparité des usages linguistiques (25).

En 1964, une révolution populaire regroupant l'ensemble des forces politiques soudanaises mettait fin à la dictature et installait un gouvernement de coalition des deux forces traditionnalistes (Umma - PNU) qui, en poursuivant la politique d'arabisation et d'islamisation, ne parvint pas à rétablir la paix au Sud.

(24) Le conflit armé entre le Nord et le Sud commença dès 1955 avec la révolte de l'*Equatoria Corps* à Torit. Un certain nombre de mutins se réfugièrent en brousse et amorcèrent le premier mouvement de guérilla, l'*Azania Secret Army* plus connu sous le nom de l'*Anya-nya*. Mais ce n'est véritablement qu'à partir de 1961-1962 que ce conflit allait déboucher sur une véritable guerre civile et la création d'un parti politique sudiste de l'extérieur, le *SANU*

(*Soudan African National Union*).

(25) Les enfants réfugiés recevaient un enseignement en anglais en Ouganda et au Kenya, en français au Zaïre et en Centrafrique, en amharique en Éthiopie. Dans la brousse, les écoles dirigées par le mouvement *Anya-nya* poursuivaient le système colonial (vernaculaire/anglais). Dans les centres urbains contrôlés par l'armée, les enfants recevaient une éducation totalement arabisée.

L'Accord d'Addis-Abeba et les nouvelles orientations

En 1969, le coup d'État militaire conduit par le colonel Nemeiry instaura un nouveau régime d'inspiration nassérienne et socialiste. Rejetant l'idéologie traditionaliste jugée responsable de la guerre civile, le régime décida d'appliquer une politique progressiste qui prenait en considération les aspirations politiques et culturelles du mouvement sudiste (26). Cette nouvelle situation devait conduire à l'Accord d'Addis-Abeba qui, en 1972, mettait fin à la guerre civile et conférait au Sud un statut d'autonomie. La section 5 du chapitre II du *Southern Regional Self Government Act* stipulait : « L'arabe sera la langue officielle du Soudan et l'anglais la langue principale de la région Sud, ce qui n'empêche pas l'utilisation d'une ou de plusieurs autre(s) langue(s), si celle(s)-ci contribue(nt) au fonctionnement efficace et rapide du gouvernement et de l'administration de la région. »

En dehors de ces indications très générales, l'accord ne comportait aucune décision précise concernant la politique linguistique et laissait le champ libre à toutes les interprétations. Les choix politiques et linguistiques ne relevaient plus du seul gouvernement central. Le gouvernement régional (*High Executive Council*) devait fixer les grandes lignes de la nouvelle politique.

Depuis 1972, l'anglais est redevenu la langue administrative et judiciaire. En 1975, après des débats mouvementés à l'Assemblée régionale entre partisans de l'arabe et partisans de l'anglais (27), le ministère de l'Éducation opta pour une politique bilingue, proche de celle appliquée dans les années 1946-1956. Cette politique devait permettre une meilleure intégration des élèves sudistes dans le système national (arabe), tout en préservant les acquis d'Addis-Abeba (langue vernaculaire - anglais).

Pour ne pas défavoriser les enfants revenant d'exil, un deuxième cursus fut envisagé avec l'anglais comme véhicule dès le primaire. Ce deuxième cursus fut adopté dans la majorité des écoles de la province d'Equatoria (28).

(26) Cf. la déclaration de juin 1969 sur l'autonomie régionale du Sud qui reconnaissait les différences historiques et culturelles entre le Nord et le Sud-Soudan.

(27) En juillet 1972, lors de la première conférence éducative de Juba, le ministre de l'Éducation Joseph Oduho se prononçait en faveur d'un enseignement en arabe. Mais les 12 et 13 juin 1974 les options linguistiques faisaient de nouveau l'objet d'un débat à l'Assemblée régionale. Un certain nombre de députés se prononçaient en faveur d'un enseignement en anglais, puisque celui-ci

était la langue principale du Sud et que la politique d'arabisation de 1961 à 1972 avait été l'une des causes de la guerre civile. Les partisans d'un enseignement en arabe défendaient, eux, une conception pragmatique de l'unité, rappelant que l'arabe était la langue nationale de tout le Soudan. Cf. U. Mahmud *dadd el ta'arrib op. cit.*

(28) En 1980 il y avait en Equatoria 124 écoles gouvernementales en anglais, 48 écoles gouvernementales en arabe, 39 écoles non-gouvernementales en anglais et 36 écoles non-gouvernementales en arabe.

Mais l'application de cette politique bilingue se heurta à de nombreux obstacles matériels et politiques. La guerre civile avait ruiné l'économie de la région, déstabilisé les sociétés traditionnelles et freiné la scolarisation de toute une génération. Le Sud manquait donc dramatiquement d'enseignants, de manuels scolaires, d'écoles. Le gouvernement régional fit appel à des organisations d'aide humanitaire internationale (comme ACROSS (29), *German Medical Team*, *Norwegian Church Aid*, etc.) pour reconstituer les équipements scolaires et sanitaires, et superviser des projets de réhabilitation économique (programme de développement agricole, forestier, artisanal). Parmi ces organisations, le SIL (*Summer Institute of Linguistics*) fut chargé par le ministère de l'Éducation d'étudier et de promouvoir les langues vernaculaires au Sud-Soudan. Le SIL devait recenser les langues vernaculaires, déterminer celles qui serviraient de véhicule d'instruction, les transcrire en caractères latins, publier des manuels scolaires et former des enseignants. Installé à Juba depuis 1975, le SIL a réalisé des transcriptions de la Bible en langues vernaculaires, mais sur le plan scolaire, ses travaux ont donné jusqu'à présent peu de résultats (30).

La politique progressiste mise en œuvre par le président Nemeiry de 1969 à 1976 devait permettre l'instauration de mesures destinées à préserver les particularismes culturels et linguistiques au Sud. Cependant, le gouvernement régional, ne disposant pas de moyens financiers suffisants, n'a pas pu tenir ses promesses de 1975 et peu à peu la situation scolaire s'est dégradée, comme l'ensemble de la situation socio-économique. Les élèves n'ont reçu un enseignement satisfaisant ni en anglais ni en arabe, et la promotion des langues vernaculaires est restée lettre morte. La politique bilingue prônée par le gouvernement régional était considérée dès 1980 comme un échec, qui eut pour conséquence d'exacerber les clivages, parmi l'élite sudiste, entre les partisans de l'unité nationale et les partisans de la sécession. Dans le même temps, l'influence des organisations étrangères et des églises chrétiennes se renforçait, provoquant une réaction du courant intégriste nordiste.

Politiques linguistiques et intégration nationale

Trente ans après l'indépendance, les politiques linguistiques ont-

(29) ACROSS : African Committee for the Rehabilitation of Southern Sudan.

(30) Suite au recensement opéré par le SIL et au compte rendu de Samuel Bender, 9 langues vernaculaires furent choisies pour être enseignées : le dinka, le bari, le

zande, le nuer, le shilluk, le lotuko, le kresh, le moro et le ndogo. Le SIL devait diriger l'Institut des langues régionales de Meridi pour former des enseignants. Mais l'Institut, ouvert en 1981, a été fermé en 1984 et les membres du SIL regroupés à Juba.

elles atteignent leur objectif primordial, c'est-à-dire l'intégration des différents groupes dans le cadre national ?

Au Nord, la politique d'arabisation n'a pas provoqué de conflit. Avec le développement de la scolarité, l'arabisation linguistique peut être considérée comme un succès. Les enquêtes faites dans les années 1970-1980 montrent une progression réelle de l'arabe dans les différentes provinces (31) et le passage rapide (sur une ou deux générations) d'une situation de bilinguisme : langue vernaculaire — arabe, à une situation de bilinguisme passif ou de quasi monolinguisme (les enfants comprenant le vernaculaire mais ne le parlant pas). Ce processus d'arabisation a d'autre part été favorisé par l'exode rural et l'économie de marché qui ont rompu l'isolement de certains groupes nomades ou semi-nomades. Si la scolarisation a contribué à l'apparition d'une élite locale « éduquée », elle ne s'est pas accompagnée d'un élargissement du pouvoir politique et économique. De même, le développement des régions périphériques a été systématiquement négligé au profit de la région du Centre-Nord (Khartoum — Gezira). Cette situation a créé un sentiment de frustration chez les élites locales et engendré des mouvements de type régionaliste valorisant l'identité ethnique (32). Ces mouvements n'ont pas exercé de pressions sérieuses sur la vie politique soudanaise mais traduisent un mécontentement latent. !

Au Sud, la politique d'arabisation et d'islamisation forcées, pratiquée dans les années 1960-1970 fut rejetée par la population. Mais paradoxalement, les tentatives de promotion des langues vernaculaires en cours depuis 1975 n'ont pu aboutir, car elles se heurtent aux réalités socio-économiques (exode rural, mariages mixtes, migration sud-nord, présence des marchands arabes...) qui contribuent à déstabiliser les sociétés traditionnelles et à favoriser la régression des langues vernaculaires. Celles-ci ne peuvent plus assumer leur fonction intégrative dans les milieux urbains hétérogènes. Les recherches linguistiques entreprises depuis 1972 (33) mettent en évidence un développement spectaculaire de l'arabe véhiculaire qui devient la langue première des locuteurs urbains et la langue maternelle d'un nombre croissant d'enfants citadins. Ainsi,

(31) Un vaste recensement linguistique a été entrepris par l'IAAS à partir de questionnaires linguistiques distribués dans les écoles. Commencé par Björn Jernudd, ce recensement a été poursuivi par U. Mahmud dans les différentes provinces soudanaises.

(32) Une étude sociolinguistique de Gunnar Haaland au Darfour révèle qu'un sentiment de frustration s'est développé dans l'élite locale fur, parce qu'elle n'avait pas été acceptée comme l'égale des marchands ara-

bes et des fonctionnaires du gouvernement. Cette frustration aurait donné naissance à un mouvement de revendications culturelles valorisant l'identité fur. Cf. Gunnar Haaland « Ethnic groups and languages uses in Darfur ». *Aspect of Languages in the Sudan*. Thelwell, *op. cit.*, pp. 181-199.

(33) Ushari Mahmud, *Arabic in the Southern Sudan*, Khartoum, Fal, 1983.

C. Miller, *Étude sociolinguistique du développement de l'arabe au Sud-Soudan*. Thèse de 3^e cycle, Université de Paris III, 1984.

à Juba, ex-capitale du Sud-Soudan, une variété créolisée, le *juba-arabic*, est considérée comme un parler local, distinct de l'arabe dialectal nord-soudanais.

Cette évolution des usages linguistiques semblerait indiquer que le Sud s'achemine lui aussi vers une situation de bilinguisme dominant (arabe-langue vernaculaire) ou même de monolinguisme (arabe) en zones urbaines.

Ce processus considéré comme inéluctable devrait alors favoriser l'intégration nationale et l'adoption de l'arabe comme langue nationale et éducative. Cependant, le choix de l'arabe comme langue nationale et éducative est toujours sujet à polémique. De nombreux intellectuels sudistes remettent en question l'Accord d'Addis-Abeba et proposent d'adopter soit l'anglais, soit une ou des langues vernaculaires, soit le swahili comme langue nationale pour le Sud (34) car, selon eux, la langue arabe est inapte à exprimer l'identité africaine. Ce n'est pas la langue arabe en tant que système linguistique qui est rejetée, mais les valeurs culturelles et religieuses qu'elle véhicule (arabisme, islamisme). Il semble qu'à la veille de l'indépendance, les sudistes n'étaient pas défavorables au choix de l'arabe, choix que même les églises jugeaient inéluctable (35). Mais les pressions de certains mouvements religieux, tant au Nord (intégristes) qu'au Sud (missionnaires) ont contribué à renforcer l'aspect passionnel du débat en associant les concepts d'arabisation et d'islamisation. Pour ces mouvements, accepter l'arabe comme langue nationale, c'est implicitement adopter la culture arabe et la religion musulmane et, par conséquent, renoncer aux valeurs culturelles proprement africaines.

Si l'attitude des intellectuels sudistes a été, — et est encore —, orientée par l'idéologie des missionnaires, elle est également fortement conditionnée par les options politiques des dirigeants nordistes. A chaque période de durcissement au Nord (1961-1964 sous Abboud, 1983-1985 sous Nemeiry avec l'imposition de la *charia*) correspond une recrudescence des mouvements autonomistes au Sud.

Ainsi, alors que les conditions socio-économiques favorisent le processus d'arabisation, ce sont, paradoxalement, des choix politiques erronés qui freinent ce processus.

L'unité nationale demeure un concept théorique. La diversité ethnique, l'immensité du territoire, le sous-développement sont cer-

(34) En 1980, le journal sudiste *Nile Mirror* publia un article de Sir Anaf Kelueljang « Make swahili the national language » qui fut suivi en réponse de plusieurs autres articles sur le même thème. Cf. U. Mahmud dadd el ta'arrib, Khartoum. IAAS. Octobre 84.

(35) Un rapport de C.L. Cook « Language in the Southern Province of the

Sudan », *The Bible translators*, n° 6, 1955, pp. 122-127, soulignait qu'en 1955 « certains Sudistes se plaignaient de l'inutilité de l'enseignement en véhiculaire et qu'il y avait un désir grandissant d'apprendre l'arabe... puisque le pays s'orientait vers un usage grandissant de l'arabe, il semblait sage que l'église suive cette direction ».

tes des obstacles difficiles à surmonter. Mais l'échec du processus d'unification et d'intégration au Soudan indique que les dirigeants n'ont pas pu, ou n'ont pas su, dominer deux composantes fondamentales de la société soudanaise : l'appartenance ethnique ou régionale et le dogmatisme religieux. Bien que prônant le développement et le modernisme, ces dirigeants ont souvent favorisé les attaches tribales ou régionales (au profit de la région du Centre-Nord) s'aliénant les régions périphériques de l'ouest et de l'est, et neutralisant ainsi les capacités d'intégration potentielles que représentent l'islamisation et l'arabisation de ces régions. En s'alignant sur l'idéologie traditionaliste qui fait du Soudan une nation arabomusulmane, ils ont défendu une conception restrictive de l'unité nationale inacceptable pour les Sudistes.

La chute de Nemeiry, l'élection d'un nouveau gouvernement dirigé par Sadiq al-Mahdi, l'émergence du MLPS (Mouvement de libération du peuple soudanais dirigé par un Sudiste, John Garang) vont-ils permettre une réorientation de la politique soudanaise ? L'échec actuel des pourparlers entre le MLPS et le gouvernement, les déclarations de Sadiq al-Mahdi annonçant qu'il est disposé à accorder « aux Sudistes une autonomie légale et religieuse, une identité régionale » mais qu'il souhaite toutefois « que l'islam devienne la source de la loi au Soudan parce que la majorité y est musulmane (36) » n'en sont pas des prémices favorables (37).

(36) Samir Gharbi « Sadiq al-Mahdi croit à l'avenir du Soudan », *Jeune Afrique*, n° 1325, 28 mai 1986, p. 38.

(37) Certains indices témoignent cependant de l'évolution actuelle des partis politiques qui essaient de pratiquer une ouverture et se présentent tous comme des par-

tis nationaux. Ainsi le Front islamique est devenu le Front national islamique. Le PNU a élargi son audience. Quant au MPLS, il se distingue des partis sudistes traditionnels puisqu'il lutte pour la libération de l'ensemble du Soudan et non pas pour la sécession du Sud.